

Les riches, grands gagnants des mesures fiscales de 2018-2019

Article pour l'Anticapitaliste

:

<https://npa2009.org/actualite/economie/les-riches-grands-gagnants-des-mesures-fiscales-de-2018-2019>



L'OFCE (<https://urlz.fr/8Ome>) et l'Institut des politiques publiques (<https://urlz.fr/8Omf>) ont mesuré les effets des mesures fiscales 2018 et 2019 du gouvernement sur le pouvoir d'achat. Les 1% les plus riches verraient leur revenu disponible grimper de 6,4% (entre 2017 et 2019) grâce à ces mesures alors que les gains seraient inférieurs à 2% pour tous les autres, et même négatifs pour les 10% les plus pauvres.

C'est, d'un côté, le double effet de la mise en place de la « flat tax » sur les revenus du capital et de la suppression de l'ISF. Et, de l'autre côté, le double effet de la hausse des taxes indirectes sur la consommation et de la désindexation des prestations sociales sur les prix.

Les « 1 % » emportent la mise

Le choc fiscal (Robin des bois à l'envers) en faveur des plus riches est très net en 2018. Il devait se prolonger en 2019, mais le mouvement des Gilets jaunes a obligé Macron à corriger le tir : les 10 milliards annoncés en décembre en faveur du pouvoir d'achat vont bénéficier en priorité aux catégories populaires et moyennes, compensant partiellement les cadeaux aux plus riches. Dans le détail, pour 2019, les ménages se situant entre les 25 % les plus pauvres et les 25 % les plus riches auraient un gain de 1 à 1,5 % de leur revenu disponible. Le gain serait nul pour les 20 % des ménages les plus riches (et même négatifs pour les retraités aisés qui ont peu de revenus du capital), sauf pour les « 1 % » qui seraient encore une fois les grands gagnants avec 2,3 % de revenu supplémentaire. En revanche, les 10 % les plus pauvres ne gagneraient rien, car ils sont pleinement touchés par la sous-revalorisation de 0,3 % des prestations sociales (alors que l'inflation prévue pour 2019 est de 1,4 %) et ils et elles ne sont pas concernés, pour la plupart, par les mesures « gilets jaunes » qui ciblent ceux qui ont un emploi.

Au-delà des mesures ayant un effet direct sur le revenu des ménages, le budget 2019 est marqué surtout par le double cadeau énorme au patronat : un CICE de 20 milliards

cumulé à des baisses de cotisations de 20 milliards. Tous ces milliards se retrouveront en grande partie dans les poches du 1 % le plus riche sous forme de revenus du capital très faiblement imposés grâce à la « flat tax ». Sans remettre en cause les cadeaux pour le capital, les mesurettes de Macron pour les Gilets jaunes ne peuvent être qu'une escroquerie qui ne change rien de fondamental à la redistribution des richesses. Elles creusent d'ailleurs le déficit public (qui franchira la barre des 3 % en 2019)... ce qui servira de prétexte pour prendre de nouvelles mesures d'austérité.

Dans un capitalisme en crise, la logique du système impose de comprimer les salaires et de multiplier les cadeaux pour attirer les « investisseurs ». C'est pourquoi une réelle redistribution des richesses exige une rupture profonde avec ce système, une réelle appropriation des moyens de production par les travailleurEs, pour reprendre le contrôle sur nos vies et stopper cette course vers l'abîme.

Gaston Lefranc, le 7 février 2019